



Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
Cellule Marchés Publics
2, rue Heymes – BP 409
70014 VESOUL Cedex

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché de fournitures et services passé selon une procédure d'appel d'offre ouvert
En application du Code de la Commande Publique

Procédure n° 25.02/LABO/CMP

ANALYSES D'EXAMENS D'ANATOMIE PATHOLOGIE DU GROUPE HOSPITALIER DE LA HAUTE SAONE

Date limite de remise des plis : **le lundi 24 mars 2025 à 12h00**

Le présent document comprend 17 pages.

Sommaire

CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER.....	3
CHAPITRE II – PRESENTATION DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE OU DELAI D’EXECUTION ET RECONDUCTION	6
CHAPITRE III - PROCEDURE	7
ARTICLE 7. TYPE DE PROCEDURE.....	7
ARTICLE 8. NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AU MARCHE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	7
ARTICLE 9. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
CHAPITRE IV - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	8
ARTICLE 10. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISE.....	8
ARTICLE 11. DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS.....	8
ARTICLE 12. CONDITIONS RELATIVES AUX MARCHES	8
ARTICLE 13. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 14. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CO-TRAITANCE	9
ARTICLE 15. CONTENU DU PLI	9
CHAPITRE V - MODE DE REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 16. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	12
ARTICLE 17. REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 18. REMISE D’UNE OFFRE ELECTRONIQUE.....	12
CHAPITRE VI - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES.....	15
ARTICLE 19. EXAMEN DE LA CANDIDATURE	15
ARTICLE 20. ANALYSE DES OFFRES	15
ARTICLE 21. NEGOCIATION DES OFFRES	15
ARTICLE 22. ATTRIBUTION	16
ARTICLE 23. SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC.....	16
CHAPITRE VII - AUTRES RENSEIGNEMENTS	17
ARTICLE 24. ÉCHANTILLONS - MATERIELS DE DEMONSTRATION - ESSAIS	17
ARTICLE 25. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	17
ARTICLE 26. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	17
ARTICLE 27. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	17

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice du GH70
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Madame Florence ROUSSEY
Cellule des Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone : 03 84 96 29 30
Courrier électronique : marches.publics@gh70.fr

Référent technique du dossier : Docteur BALINT
Responsable du laboratoire du GH70
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Article 4. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation des examens histo et cytopathologiques du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70). La prestation comprend la prise en charge des échantillons sur le site de Vesoul pour ensuite procéder à leur analyse et faire le retour des résultats auprès des prescripteurs et dans le Dossier Patient Informatisé (DPI).

La prestation comprend :

- La mise à disposition d'un référentiel pré-analytique. Le laboratoire prestataire définit ses exigences en termes de prélèvements (MAQ, catalogue des examens, quantité de prélèvement, support, conservation...). Le GH s'engage à respecter les consignes et modalités pré-analytiques ;

Cette consultation inclut notamment les spécifications pré-analytiques, la communication des renseignements cliniques, l'adaptation éventuelle de la prescription proposée après échange avec le médecin ou le service prescripteur-réalisateur du prélèvement, l'adaptation de la prescription selon les recommandations de bonne pratique de la HAS, les méthodes utilisées (couvertes ou pas par l'accréditation), les délais de réalisation, l'interprétation des résultats, la transmission des comptes rendus, les modalités de conservation des échantillons histo-anatomologiques traités ;

- La collecte des prélèvements sur le site de Vesoul. En termes d'actions correctives, afin de limiter la reproduction de la transmission de prélèvements non-conformes et de diminuer leur nombre, la structure ACP surveille ce taux de prélèvements reçus non-conformes, met en œuvre toute action (ex : information, communication, réunion, ...), visant à améliorer leur conformité, notamment auprès des préleveurs, et évalue l'efficacité de ces actions entreprises (dynamique d'amélioration) ;
- La fourniture des emballages ;
- Le transport ;
- L'exécution des analyses. La structure ACP met en place des dispositions appliquées qui assurent la traçabilité et l'identification des prélèvements, ainsi que des lames, blocs et produits dérivés, tout au long du processus technique (*cf. §5.4.6.a de la norme NF EN ISO 15189*) ;
- La transmission des résultats.

Le titulaire pourra, en variante, proposer dans son offre des prestations en lien avec l'objet du marché (conseil, sessions d'information à destination des préleveurs, médecins, chirurgiens, gynéco-obstétriciens, etc.).

Article 5. Description du marché

5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
--	--	--

5.2. Forme du marché

- Accord cadre à « bons de commande »
Avec **un minimum⁽¹⁾** en valeur ou quantité
Avec **un maximum⁽²⁾** de 2 000 000 € HT
☒ Mono-attributaire
☐ Multi-attributaires
 - Marché ordinaire
 - Marché passé pour l'achat d'énergie
 - Marché à tranches
- | | |
|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

5.3. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
85148000-8	Service d'analyses médicales

5.4. Allotissement

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés serait en effet de nature à rendre techniquement difficile et financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

5.5. Variantes libres et variantes obligatoires

- Variantes obligatoires demandées
 - Variantes libres autorisées
- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |

Le candidat pourra proposer dans son offre des prestations en lien avec l'objet du marché (ex : conseil organisationnel, sessions d'information à destination des biologistes ...).

5.6. Etendue du marché

Le montant pour l'ensemble des analyses à réaliser est estimé entre 250 000€ HT et 500 000€ HT par an.

Compte tenu du caractère non programmable des actes à réaliser, l'estimation des quantités est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

Le marché est passé sans montant ni minimum mais avec un montant maximum de 2 000 000€ HT.

Article 6. Durée du marché ou délai d'exécution et reconduction

6.1. Durée initiale du marché ou délai d'exécution

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter du 1er juillet 2025 (soit jusqu'au 30 juin 2026).

6.2. Reconduction

Reconduction possible du marché : ☒ Oui ☐ Non

Le marché pourra être renouvelé ***trois fois par reconduction tacite*** à sa date anniversaire, pour une durée de 12 mois soit du 1^{er} juillet 2026 au 30 juin 2027 (1^{ère} reconduction) ; du 1^{er} juillet 2027 au 30 juin 2028 (2^{ème} reconduction) ; du 1^{er} juillet 2028 au 30 juin 2029 (3^{ème} reconduction).

A chaque date d'échéance, moyennant un préavis de quatre mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le GH70 sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière.

Le GH70 notifiera cette décision par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Article 7. Type de procédure

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Article 8. Numéro de référence attribué au marché par la personne publique

N° 25.02/LABO/CMP

Article 9. Délai de validité des offres

120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 10. Modification du Dossier de Consultation Entreprise

Le GH70 se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 11. Date et heure limite de réception des plis

Le lundi 24 mars 2025 à 12h00.

Article 12. Conditions relatives aux marchés

12.1. Langue devant seule être utilisée dans l'offre et la candidature

Seul le français devra être utilisé dans les documents de la candidature et de l'offre.

12.2. Monnaie du marché

La monnaie de compte du marché est L'EURO.

12.3. Conditions propres aux marchés de service

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ? ☒ Oui ☐ Non

Les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ? ☒ Oui ☐ Non

Article 13. Dispositions relatives à la sous-traitance

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Article 14. Dispositions relatives à la co-traitance

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés. Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☐ Oui ☒ Non

- en qualité de membres de plusieurs groupements.

☐ Oui ☒ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône transformera les éventuels groupements conjoints en groupements solidaires à la signature du marché (article R.2142-22 du code de la commande publique).

Il est noté que le mandataire sera le seul interlocuteur du Pouvoir Adjudicateur et qu'il organisera le fonctionnement du groupement d'entreprises.

Article 15. Contenu du pli

15.1. Documents relatifs à la candidature

15.1.1 Documents EXIGÉS

- Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque candidat.
- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants datée et signée en original par l'ensemble des membres du groupement, en cas de co-traitance.
- Déclaration sur l'honneur (*annexe 1 du RC*), dûment datée et signée en original par le candidat et chacun de ses sous-traitants éventuels ou chacun des co-traitants en cas de groupement pour justifier qu'il :
 - n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal ; à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour toute autre infraction de même nature dans un autre État de l'union européenne ;
 - n'est pas exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;
 - n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du **code du travail** ;
 - n'a pas fait l'objet d'une mesure d'exclusion pour les contrats administratifs ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du **code du travail** ;
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire ;

- n'est pas déclaré en état de faillite personnelle ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- satisfait aux obligations fiscales et sociales à la date du 31 décembre de l'année précédant la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- était en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- en cas de redressement judiciaire, le candidat et chacun de ses sous-traitants éventuels ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra fournir copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- fiche de renseignements (*annexe 2 du RC*) ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP), caisse d'épargne (RICE) ;
- références relatives à la capacité économique et financière du candidat se présentant seul ou en groupement : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et les services, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles conformément à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

15.1.2 Documents SOUHAITÉS

Dans un souci de traitement rapide du dossier, les candidats pourront transmettre les documents suivants dans la candidature :

- certificats établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales (NOT12 ou attestation URSSAF et liasses fiscales n° 3666) à la date du 31 décembre de l'année précédant la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- le candidat établi dans un État autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays ;
- attestation signée en original certifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- attestation que le candidat fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- extrait Kbis
- extrait de casier judiciaire
- attestations d'assurance

Le candidat est autorisé à présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne.

15.2. Documents relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement (ATTRI1) proposé dans le dossier de consultation ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le catalogue des analyses disponibles ;
- Le cas échéant, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant (modèle DC4) ;
- Un mémoire technique qui précisera :
 - La liste détaillée des analyses assurées par le candidat
 - La qualité et la sécurité des organisations logistiques pour l'acheminement du prélèvement à partir du GH70 et vers les centres d'analyse du prestataire (pour les analyses traitées en propre ou sous traitées),
 - Les procédures d'assurance qualité en vigueur dans son établissement ainsi que leurs principaux titres (afin de réaliser une étude technique approfondie de la qualité de la prestation proposée par le candidat),
 - La liste des principaux équipements dont il dispose pour la réalisation des analyses, en précisant leur date d'acquisition,
 - Ses moyens en personnel médical et non médical,
 - Les grands principes de fonctionnement et l'organisation du laboratoire depuis l'arrivée d'un prélèvement jusqu'à l'expédition d'un résultat (de la phase pré analytique à la phase post-analytique),
 - Les modalités de facturation (avec modèle de facture).

Article 16. Obtention du dossier de consultation

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des candidats pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet à ces derniers d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation. À défaut d'identification, il appartiendra aux candidats de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Les candidats pourront télécharger le DCE mais également transmettre leur candidature et offre de manière dématérialisée via le site dont l'adresse Internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour les candidats souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte et recevront les identifiants de connexion par courriel.

Article 17. Remise des plis

Quelle que soit la modalité de remise des plis choisie, ceux-ci doivent parvenir au service acheteur avant la date et l'heure limites indiquées à l'article 11 du présent règlement de la consultation.

Les offres ne peuvent plus être modifiées à partir de la date limite de réception des offres.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (R.2151-6 à R.2151-7 du code de la commande publique).

Article 18. Remise d'une offre électronique.

Les conditions générales de transmission sont définies par les articles R.2132-1 à 2132-14 du code de la commande publique.

L'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont aux frais du candidat.

18.1. Contraintes informatiques

Afin de pouvoir remettre une offre électronique, le candidat doit pouvoir télécharger le dossier de consultation sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour décompresser et lire les documents mis à disposition sur ce site par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, le candidat doit disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Acrobat® (.pdf),
- Fichiers compressés au format Zip® (.zip),
- Fichiers lus par la suite Microsoft® Office 2007.

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône accepte les formats Acrobat® (.pdf), les fichiers compressés au format Zip® (.zip), les fichiers lus par la suite Microsoft® Office 2007 et antérieur, et les images lues par l'utilitaire d'aperçu des images et des télécopies fournies avec Windows® XP.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (.exe), ni les « macros ».

Les autres formats de fichiers ne peuvent être utilisés qu'à condition que le candidat fournisse au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône un logiciel permettant de les lire.

18.2. Outils requis pour répondre par voie dématérialisée

Le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ci-dessous, en suppléments des logiciels bureautiques habituels :

- Un logiciel de création de fichiers d'archive au format zip.
- Une machine virtuelle Java (Java RuntimeEnvironment J2SE en version 4 : JRE 1.4.2_04 minimum). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).
- Un certificat de signature électronique : il permet d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention du candidat sur le délai administratif demandé par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature électronique. Il convient donc d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des offres.

18.3. Signature électronique des documents

Tous les documents dont la signature en original est souhaitée au présent Règlement de Consultation, transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique, sont signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique.

Les certificats de signatures doivent être conformes à l'arrêté du 15 juin 2012.

Ils doivent être conformes au RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Si le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre État-membre, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être relié à un prestataire ou un produit de sécurité référencé pour la France par le ministère chargé de la réforme de l'État sur le site www.references.modernisation.gouv.fr et pour les autres États-

membres par la Commission européenne sur le site http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm, alors **le candidat doit fournir** l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Si l'outil utilisé par le candidat pour signer électroniquement ses documents génère des fichiers à des formats autres que ceux acceptés par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (notamment les fichiers ".sig"), celui-ci doit impérativement fournir au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône les logiciels gratuits nécessaires à la lecture des documents signés électroniquement et à l'identification du signataire, sous peine de rejet de l'offre.

ATTENTION :

- Si le candidat dépose un fichier compressé (au format ".zip" par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé ne seront pas signés individuellement électroniquement. Il est donc fortement déconseillé aux candidats de déposer des fichiers compressés dans leur réponse.
- En cas de présence sur la plateforme d'un fichier signé électroniquement et d'un fichier non signé : seul le fichier signé électroniquement sera pris en compte.

- En cas de présence sur la plateforme de deux fichiers de format différent signés électroniquement dont un fichier est de type ".cry", seul le fichier ".cry" sera pris en compte.

18.4. Détection d'un virus informatique dans un document

Les documents contenant un virus feront l'objet d'une mise en quarantaine sur la plateforme et seront détruits par cette dernière.

18.5. Rematéralisation des documents électroniques

Les documents du marché retenu, nécessitant une signature du pouvoir adjudicateur, seront rematéralisés sous format papier.

18.6. Transmission par voie électronique

Les candidats doivent remettre candidature et offre par voie électronique exclusivement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple courriel) ne sera acceptée.

18.7. Références horaires utilisées

La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leurs plis soit entièrement achevée avant la date et l'heure limite de dépôt des offres.

18.8. Remise d'une copie de sauvegarde

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé, voire même fortement conseillé.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : **« Confidentiel – Analyses d'examens d'anatomie pathologie – Ne pas ouvrir »** et l'identification du soumissionnaire.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône.

Chapitre VI - Sélection des candidats et Jugement des offres

Article 19. Examen de la candidature

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Si le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Le représentant du GH de la Haute-Saône élimine les candidatures qui, en application de l'article R.2144-1 du code de la commande publique, ne peuvent être admises.

Les candidats non retenus en sont informés conformément aux articles R.2181-1 à 2181-4 du code nommé ci-dessus.

Article 20. Analyse des offres

L'analyse et le jugement des offres seront effectués à partir des critères d'attribution suivants :

Critère n°1 = Qualité de la prestation proposée : <ul style="list-style-type: none">• Diversité et spécialisation des examens proposés sur la base du catalogue des analyses fourni (noté sur 15 points)• Délais de transmission des résultats avec précision pour les urgences (noté sur 15 points)• Qualité et sécurité des organisations logistiques (noté sur 20 points)	50 points
Critère n°2 = Remise accordée sur les tarifs CCAM	50 points

L'attribution de la note pour le critère n°2 sera réalisée au regard de la formule suivante :

(Pourcentage du tarif CCAM⁽¹⁾ de l'offre avec la plus importante remise) / (pourcentage du tarif CCAM⁽¹⁾ de l'offre à juger) * 50 = Note critère n°2

⁽¹⁾ Pourcentage du tarif CCAM = 100 – remise proposée sur le tarif CCAM en pourcentage

Les notes seront arrondies à deux décimales.

Article 21. Négociation des offres

Sans Objet.

Article 22. Attribution

Le représentant du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône choisira l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution précédemment indiqués. Les offres recevables seront alors classées par ordre décroissant en fonction des notes obtenues.

Le candidat dont l'offre n'a pas été retenue sera informé par courrier.

Le candidat attributaire sera informé par réception des documents contractuels signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 23. Signature et notification du marché public

Un délai minimal de onze jours est respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux articles R.2181-1 et R.2181-3 du code de la commande publique et la date de signature du marché public par l'acheteur.

Chapitre VII - Autres renseignements

Article 24. Échantillons - matériels de démonstration - essais

Remise d'échantillons ou de matériels d'essai : ☐ Oui ☒ Non.

Article 25. Contenu du dossier de consultation

- Le Règlement de Consultation (RC) et ses 2 annexes ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- L'Acte d'engagement (ATTRI1)

Article 26. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leur(s) demande(s) au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ces demandes seront à déposer sur le profil acheteur mentionné à l'article 2 et 3 du présent document.

Article 27. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif de Besançon (30 rue Charles Nodier, 25000 Besançon mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr Tel 03 81 82 60 00) est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.